

Paris, le 21 Novembre 2018

CONSTRUIRE L'ACTION SYNDICALE À L'HEURE DU 4.0

1° UNE PREMIÈRE APPROCHE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

L'Intelligence Artificielle (IA) est en passe de révolutionner le monde du travail. Longtemps freinée par des difficultés qui paraissaient quasi-insolubles voici encore deux ans, les récents progrès dans le domaine des neurosciences et de la compréhension des réseaux de neurones ouvrent désormais la voie à une explosion numérique sans précédent. De fait, les grandes puissances (Chine, USA, Russie) se livrent actuellement une véritable course à l'IA, investissant des milliards, voire, dans le cas de la Chine, des dizaines de milliards d'euros. La raison en est simple : la mainmise sur cette technologie assurera à son détenteur une suprématie politique, économique et technologique totale sur tous ses concurrents.

En France, il n'existe à ce jour aucune réelle politique d'IA. Les maigres investissements engagés prêteraient plus à sourire qu'à prendre au sérieux. Mais l'Intelligence Artificielle n'a pas de frontières et quoi qu'il arrive, notre pays devra s'y convertir s'il ne souhaite pas se voir relégué au rang de colonie numérique (ce qu'il tend pour l'heure à devenir).

Pour s'en convaincre, il suffit de savoir qu'en 2016, le marché mondial de l'Intelligence Artificielle représentait 3.2 milliards de dollars. En 2025, ce chiffre devrait atteindre... 90 milliards. À horizon 2030, on estime que le PIB mondial aura bondi de 14% grâce à cette seule technologie, ce qui représente un montant de plus de 15 000 milliards de dollars -soit plus que les PIB cumulés actuels de la Chine et de l'Inde. Par comparaison, la France n'a dépensé que quelques centaines de millions d'euros.

Sur le marché du travail, cette innovation est en passe de produire des effets catastrophiques. Quelles que soient les études sur le sujet, toutes prévoient un impact considérable sur les postes existants. Destructures, transformations, peu de secteurs d'activité devraient à terme échapper à l'influence de l'IA, laissant des millions de travailleurs sur le carreau -ou totalement soumis à la machine. L'évolution des secteurs où elle est d'ores et déjà implantée le démontre parfaitement : dans les entrepôts

Amazon, on compte désormais deux robots pour un salarié. Le métier de livreur est également menacé par la généralisation imminente de la livraison par drones.

Autre variante, illustrée l'an passé par l'émission « Cash Investigations » : le cas des préparateurs de commande chez Lidl. Ici, pas de diminution des effectifs, mais un casque diffusant les consignes du robot directement dans l'oreille des travailleurs. Conséquences : isolement même au milieu de ses collègues, cadences infernales, déconnexion impossible, stress permanent et salarié dévoué au service de la machine.

Dans le secteur bancaire, les conseillers sont eux aussi progressivement remplacés par l'Intelligence Artificielle. Le Crédit Mutuel a même récemment calculé que leur outil IA leur permettait de « libérer 200.000 "jours homme" et d'économiser 60 millions d'euros ». Dans le secteur des transports, de nombreux experts prédisent la disparition pure et simple du métier de chauffeur à horizon 2030. Enfin, les métiers de manœuvre, technicien, assureur, employé de fast-food, traducteur, hôte de caisse, assistant juridique, aide à domicile, bibliothécaire ou caissier ne devraient pas tenir plus de quelques années. Et il ne s'agira que d'un prélude. Ce phénomène n'est pas nouveau. Aux États-Unis, l'Intelligence Artificielle a déjà détruit près de 670 000 emplois depuis l'an 2000. Si ce chiffre ne représente pas grand-chose rapporté aux 150 millions de travailleurs américains, il est en constante augmentation et le phénomène s'accélère, surtout depuis deux ans.

Mais l'Intelligence Artificielle n'a pas pour unique effet de détruire ou de transformer les emplois : elle permet également de déshumaniser l'humain en vue d'optimiser ses performances. Et là encore, Amazon se situe à la pointe du « progrès ». En effet, l'entreprise développe actuellement un système de lunettes de réalité augmentée. Distribuée à tous les employés des entrepôts, connectées, celles-ci seraient à même de calculer le trajet le plus court à effectuer au cours de la préparation des livraisons. Gare à celui qui ne respecterait pas l'itinéraire... Le système serait également capable de calculer la vitesse du salarié, d'afficher des consignes ou de déterminer sa position exacte. Ce projet n'en est encore qu'au stade de prototype, mais conjugué à un autre système déjà bien en place, il pourrait causer des ravages. Car il faut le savoir, les salariés des entrepôts sont déjà munis de scans. 5 minutes sans scanner un article peuvent mener à un avertissement. Si demain le système de casques devait être instauré, nous découvririons un salarié totalement inédit : le salarié-robot. Le salarié 4.0. Plus aucune initiative, plus aucun contact humain au travail, disparition de tous ces petits moments du quotidien où le salarié pouvait relâcher la pression -et, de fait, se révéler bien plus efficace dans son travail : désormais, la moindre minute, le moindre geste, le moindre déplacement devra trouver sa rentabilité, sous peine d'exposition à sanction.

Voilà ce qu'est l'Intelligence Artificielle, et ces exemples ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan d'applications à venir. Car dans 10 ans, l'IA pourrait reproduire 80% des tâches répétitives importantes. Et ainsi changer pour toujours la conception même du travail.

2° PRÉPARER L'AVENIR FACE À LA QUATRIÈME RÉVOLUTION INDUSTRIELLE

Pour **FO**, un tel séisme, rend de plus en plus urgent le fait de prendre des mesures drastiques afin de préparer le terrain, concevoir un cadre et préparer la transition et la reconversion professionnelle des salariés impactés par la destruction d'emplois. Dans cette optique -et notamment par le biais des rapports France Stratégie et Villani, le gouvernement semblait enfin s'emparer du sujet.

Force-Ouvrière auditionnée au secrétariat d'État du numérique en vue du rapport Villani, puis par France Stratégie afin de participer à l'élaboration du rapport « Intelligence Artificielle et Travail », a fait entendre ses positions. Initialement plutôt favorable à la mise en œuvre d'une politique française d'IA (il serait temps...), **FO** avait bon espoir de voir ces positions prises en compte. Car il faut l'avoir à l'esprit : demain, les conséquences de l'Intelligence Artificielle concerneront tout-le-monde. Et sans cadre, sans protocole, sans règles strictes, fixes et inaltérables, cette technologie pourrait rapidement la dépasser. Rien de surprenant à cela quand on sait que l'IA est capable d'apprendre 1 000 fois plus en une seconde qu'un être humain en une vie entière...

Positions exprimées par **Force-Ouvrière** :

- la prise en compte des exclus du numérique (dus notamment à l'« illectronisme », aux zones blanches, à l'âge, au handicap...),
- la réduction des inégalités,
- une opposition farouche à toute forme de revenu universel tel que souvent préconisé (à savoir fort modeste et largement insuffisant pour subvenir aux besoins de tout un chacun) en guise de solution à la raréfaction des emplois,
- l'articulation de la complémentarité humain/machine au seul bénéfice de l'humain,
- la conception d'une exception culturelle française (à l'image de celle existant dans le domaine artistique),
- le refus de toute déshumanisation du travail inféodant le salarié au robot,
- la volonté de préparer et de mettre en œuvre la transition professionnelle découlant de la robotisation,
- se donner les moyens d'une véritable formation dès l'enfance afin de garantir à tous les travailleurs d'égales opportunités professionnelles,
- et enfin, bien évidemment, une réelle égalité femmes-hommes.

Les orientations du gouvernement se sont souvent révélées aux antipodes de nos revendications. En effet, les deux rapports publiés suite à ces entretiens sont plutôt de nature à fortement nous inquiéter. Plateformisation à outrance, destruction progressive du Service Public, disparition programmée de pans entiers d'activité sans aucune référence aux reconversions, création d'un Système d'Armement Létal Autonome (SALA) nourrie de millions de données

personnelles, centralisées sur un tout nouveau concept de « plateformes sectorielles de mutualisation ». Le tout par le biais de la création d'un statut de « Données d'Intérêt Général », notion signifiant en réalité l'exacte inverse de ce que son intitulé pourrait laisser présager, puisque celui-ci ne servira pas à protéger les données mais bien à les rendre exploitables à merci.

La Confédération Générale du Travail **F**orce **O**uvrière continue et continuera donc de porter ses revendications, car il y va de l'avenir même de la notion de travail. Chaque camarade, au sein de sa fédération, de son UD et même de son entreprise, doit dès à présent se préparer à porter nos revendications autour de l'Intelligence Artificielle.

Et, plus que jamais, s'attendre à devoir Résister, Revendiquer, Reconquérir.

Avec toutes nos amitiés syndicalistes.

Béatrice CLICQ

Secrétaire Confédérale

Patrick PRIVAT

Trésorier Confédéral